

**DIALOGUE DE HAUT NIVEAU 2017 SUR LA DÉMOCRATIE, LES DROITS DE L'HOMME
ET LA GOUVERNANCE EN AFRIQUE: TENDANCES, DÉFIS ET PERSPECTIVES**

**THÈME:
RENFORCER LA PARTICIPATION ET LA REPRÉSENTATION DES JEUNES DANS LA
GOUVERNANCE EN AFRIQUE**

PROJET DE NOTE DE CONCEPT

Du 6 au 8 Décembre 2017



A. Contexte

La population africaine est estimée à plus d'un milliard de personnes. De ce nombre, environ 65% ont moins de 35 ans. Chaque année, entre 2015 et 2035, il y aura un demi-million de jeunes de 15 ans de plus que l'année précédente¹. En tant que telle, la population africaine est jeune et augmente deux fois plus vite que les autres continents². Ces observations factuelles ont été corroborées par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, qui prévoit une augmentation de 42% du nombre de jeunes en Afrique d'ici 2030, avec les niveaux actuels susceptibles de doubler d'ici 2055. Ces chiffres représentent une situation sans issue pour le continent. D'une part, la population de jeunes en Afrique présente un dividende démographique pour une transformation socio-culturelle et politico-économique positive. D'autre part, l'explosion de la jeunesse africaine, si elle n'est pas maîtrisée positivement, peut constituer un déficit entravant les efforts du continent vers le développement socioéconomique et la transformation structurelle conformément à l'Agenda 2063 - L'Afrique que nous voulons (Africa We Want) et l'agenda mondial 2030 pour le développement durable.

Il faut reconnaître que l'Afrique a fait des progrès significatifs vers la démocratisation depuis la fin des années 1980. Contrairement aux années 60 et 70, où les régimes unipartites et militaires étaient la norme, les élections multipartites sont aujourd'hui le moyen d'alternance du pouvoir. Dans l'ensemble, entre les élections, la gouvernance démocratique et participative s'installe progressivement à travers une culture du constitutionnalisme, des droits de l'homme, de la justice, de la primauté de droit, de la reddition de comptes, etc. Ce progrès a été principalement soutenu par plusieurs facteurs dont un espace de gouvernance relativement stable; une demande intérieure plus élevée, associée à un environnement commercial régional amélioré et à une gestion macroéconomique; accroître l'investissement public dans les secteurs critiques, notamment les infrastructures; un secteur des services porteur et des liens commerciaux et d'investissement élargis avec les économies émergentes³. Néanmoins, ce progrès louable n'a pas impressionné les masses d'Africains sans emploi, en particulier les jeunes qui sont aux prises avec le chômage, l'inégalité, la pauvreté et le sous-développement. Compte tenu de ces défis, les jeunes perçoivent les progrès sur le front de la gouvernance, jusqu'à présent, comme non inclusifs.

Dans sa Stratégie pour l'emploi des jeunes en Afrique 2016-2025⁴, la Banque africaine de développement (African Development Bank - AfDB) a noté que sur près de 420 millions de jeunes âgés de 15 à 35 ans en Afrique, un tiers sont sans emploi et découragés, un autre

¹ Filmer, Deon; Fox, Louise. 2014. Youth Employment in Sub-Saharan Africa. Africa Development Forum; Washington, DC: World Bank and Agence Française de Développement. © World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/16608> License: CC BY 3.0 IGO.

² McArthur, J. W. 2014. "Pushing the Employment Frontiers for Africa's Rural and Urban Youth." Paper, Foresight Africa, Brookings Institution, Washington, DC. <http://www.brookings.edu/~media/Research/Files/Reports/2014/foresight%20africa%202014/01%20foresight%20employment%20rural%20urban%20youth%20mcarthur.pdf>.

³ UNECA (2015) Economic Report on Africa https://issuu.com/unpublications/docs/e15iik2_9789210573184

⁴ AfDB (2016). Jobs for Youth in Africa Strategy 2016 – 2025

tiers est vulnérable et seulement un dans six emplois salariés. Dans le secteur de l'éducation, en dépit de l'augmentation des inscriptions, en particulier entre 2000 et 2010, seulement 6% des jeunes en Afrique sont inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur, contre une moyenne mondiale de 26%⁵. Pourtant, l'Afrique a besoin à la fois de personnes hautement qualifiées et de recherches de haute qualité pour être en mesure de formuler les politiques, de planifier et de mettre en œuvre des programmes et des projets essentiels à la croissance économique et au développement⁶.

En outre, alors que le continent connaît une croissance démographique générale, ses villes urbaines accueillent également un afflux massif de migrants ruraux à la recherche de nouvelles opportunités dans ses centres-villes. Cette migration rurale-urbaine s'accompagne de défis connexes. Plus précisément, les jeunes Africains, qui sont la majorité de ces migrants, font face à des réalités opposées aux promesses urbaines de dynamisme et de modernité, notamment un meilleur accès à l'éducation, aux salaires et aux services qu'ils espéraient. Le résultat est une population urbaine croissante et la réduction des opportunités d'emploi formel qui contribue à la pauvreté urbaine généralisée et à l'insécurité à travers le continent⁷. Politiquement, les jeunes d'Afrique supportent toujours des barrières socioculturelles et politiquement imposées. Ces barrières qui se manifestent sous la forme d'obstacles structurels et de lois d'exclusion incluent des processus politiques ultra-coûteux, une démocratie interne limitée dans les partis politiques ainsi qu'un âge de candidature qui est dans la plupart des cas significativement plus élevé que l'âge légal de voter.

Répondre à ces défis est au cœur de l'exploitation des dividendes démographiques en Afrique. Ainsi, la capacité du continent à tirer parti de l'énorme démographie des jeunes dépend largement de la réactivité de ses politiques, structures et processus qui cherchent à relever ces défis. Le bassin de jeunes d'Afrique aujourd'hui peut stimuler l'innovation, la créativité, l'esprit d'entreprise et propulser la marche du continent vers la transformation s'il est engagé de manière significative dans toutes les sphères de la société africaine.

Le sixième dialogue de haut niveau sur la démocratie, les droits de l'homme et la gouvernance: tendances, défis et perspectives⁸ se penchera sur ces questions. Ce dialogue est convoqué au moment opportun. Il a lieu lors du dixième anniversaire de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance (African Charter on Democracy, Elections and Governance - ACDEG) depuis son adoption le 30 janvier 2007.

⁵ Ibid

⁶ Sifuna, D. N., & Sawamura, N. (2010). Challenges of Quality Education in Sub-Saharan Africa-Some Key Issues.http://aadccc.hiroshima-u.ac.jp/e/publications/sosho4_1-01_02.pdf

⁷ Youth poverty, employment and livelihoods: social and economic implications of living with insecurity in Arusha, Tanzania
Nicola Banks Environment and Urbanization Vol 28, Issue 2, pp. 437 – 454 First published date: June-29-2016
10.1177/0956247816651201

⁸ Le Dialogue de haut niveau sur la démocratie, les droits de l'homme et la gouvernance est un rassemblement annuel destiné à fournir un espace ouvert, ouvert et inclusif aux membres de la Plateforme de gouvernance africaine, aux États membres de l'UA et aux acteurs non étatiques. les institutions de recherche, les médias et certains citoyens africains à réfléchir sur l'impact de leur travail sur la consolidation de la démocratie et le renforcement de la gouvernance participative en Afrique. Le Dialogue qui est dans sa 6ème réunion analyse les tendances émergentes, les défis et les perspectives d'une gouvernance thématique démocratique donnée et les questions de droits de l'homme en Afrique.

Cette étape historique nous oblige à évaluer le niveau de progrès en matière de démocratisation de l'Afrique. Ce dialogue se déroule également au cours de l'année déclarée par les organes politiques de l'Union africaine (UA) comme l'année de l'exploitation du dividende démographique à travers les investissements dans la jeunesse. Compte tenu de ces deux jalons historiques importants (le dixième anniversaire de l'ACDEG et l'année des jeunes), le dialogue examinera l'étendue de la participation et de la représentation des jeunes dans les processus de gouvernance en accord avec l'ACDEG et la Charte africaine de la jeunesse (*Youth Charter*).

B. Participation des jeunes et leurs représentation dans le gouvernement

La participation des jeunes est souvent qualifiée d'active, informée et la participation volontaire des jeunes joue un rôle vital dans leur propre développement ainsi que dans celui de leurs communautés en valorisant leurs rôles d'initiateurs, de facilitateurs et de bénéficiaires du changement.⁹ D'autre part, la représentation des jeunes témoigne de leur interaction et de leur engagement dans les processus de gouvernance électorale et politique. En particulier, il fait référence à la capacité des jeunes à faire volontairement des choix quant à leur représentation dans les institutions politiques et démocratiques, y compris les partis politiques, les parlements, les formations de la société civile, entre autres.

Pour contextualiser davantage la question de la participation et de la représentation des jeunes en Afrique, il est nécessaire d'investiguer l'âge des jeunes dans le continent et leur implication dans le discours actuel.

Selon la Charte de la jeunesse, les jeunes désignent toutes les personnes âgées de 15 à 35 ans. La jeunesse est socialement construite et non homogène en Afrique et au-delà. Les différents États membres de l'UA ont adopté différentes définitions de la jeunesse à la lumière des réalités démographiques, financières, économiques, politiques et socioculturelles de leurs pays respectifs.

Dans la plupart des pays africains, les jeunes font face à un défi de "temps d'attente", qui est l'aboutissement de l'incapacité des jeunes à participer de manière significative et à être représentés dans toutes les sphères de la société africaine. Le temps d'attente est considéré comme une période entre l'enfance et l'âge adulte où beaucoup de jeunes n'ont pas encore atteint l'âge adulte; obtenir un emploi rémunérateur, se marier et former leurs propre famille¹⁰. Ce phénomène se manifeste dans plusieurs situations et est au centre du défi de l'autonomisation des jeunes et du développement en Afrique. Relever ce défi des temps d'attente appelle donc une programmation politique ciblée pour les jeunes conçue pour prendre en compte la nature homogène des jeunes en Afrique, leurs contextes variés

⁹ DFID-CSO Youth Working Group (2010) Youth Participation in Development A Guide for Development Agencies and Policy Makers <http://www.restlessassets.org/wl/?id=umaETRcmVyn2VEpSrxu7JWWkHom5RYji>

¹⁰

et la garantie du droit de participer librement et de s'engager dans toutes les sphères de la société.

À cet égard, l'UA a adopté une pléthore de cadres normatifs pour encourager la participation et la représentation significatives des jeunes dans le processus de gouvernance aux niveaux sous-national, national, régional et continental. Ceux-ci incluent l'Acte Constitutif de l'UA de 2002; la Charte de la jeunesse; et ACDEG. Ces cadres définissent les droits, les libertés et les devoirs qui reviennent aux jeunes. Ils fournissent des conseils sur la façon de tirer parti de manière efficace et significative du potentiel des jeunes pour le développement socio-économique et la transformation structurelle de l'Afrique. Plus précisément, la Charte de la jeunesse fournit aux gouvernements, aux jeunes, à la société civile et aux organisations internationales un plan continental qui souligne les droits, devoirs et libertés des jeunes en Afrique, y compris le droit de participer et de se faire représenter dans toutes les sphères de la société.

Afin de fournir un cadre d'engagement multisectoriel et multidimensionnel de toutes les parties prenantes vers la réalisation des buts et objectifs de la Charte de la jeunesse, les États membres de l'UA ont adopté le Plan d'Action de la Décennie de la Jeunesse de l'UA (2008 - 2018). Le DPOA a été développé pour faciliter des actions plus coordonnées et concertées pour accélérer l'autonomisation et le développement des jeunes. En outre, les Chefs d'Etat et de gouvernement à travers le 50e anniversaire Déclaration solennelle a adopté l'Agenda 2063 comme plan pour le développement en Afrique pour les 50 prochaines années. L'Agenda 2063 envisage «une Afrique intégrée, prospère et pacifique, conduite par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène mondiale». En plaçant les citoyens au cœur des efforts pour atteindre l'intégration continentale, la prospérité et le développement, l'Agenda 2063 marque un changement de paradigme significatif en reconnaissant que la souveraineté repose sur le peuple. Au cœur de cette affirmation, il y a la participation active des citoyens en tant que catalyseur essentiel pour la réalisation des objectifs de développement du continent. Aspiration 6 de l'Agenda 2063 envisage "une Afrique dont le développement est axé sur les personnes, en s'appuyant sur le potentiel des Africains, en particulier de ses femmes et de ses jeunes et des enfants bien élevés".

En outre, des initiatives politiques telles que l'Architecture de gouvernance africaine - Stratégie d'engagement des jeunes (AGA-YES), fournissent un cadre pour la participation stratégique et efficace des jeunes d'Afrique aux initiatives de gouvernance démocratique sur le continent. La conception d'AGA-YES a été inspirée d'une approche basée sur les droits de l'homme, et leur droit à contribuer aux aspirations de développement du continent. Il est destiné à renforcer les différents engagements et déclarations de l'UA dans les domaines de la direction et de la participation des jeunes, sur la base de la reconnaissance de l'agence des jeunes en tant que bénéficiaires, partenaires et agents de la démocratisation de l'Afrique.

Au niveau national, l'engagement politique de renforcer la participation et la représentation des jeunes dans la gouvernance a été illustré par la ratification de la Charte de la jeunesse par 38 États membres de l'UA. Dans un effort visant à autonomiser les jeunes économiquement, socialement et politiquement aux niveaux national, sous-national et local, un nombre significatif d'États membres de l'UA ont pris des mesures pour la domestication et la mise en œuvre de la Charte de la jeunesse, entre autres instruments normatifs. Ces mesures ont inclus l'adoption de législations prévoyant des quotas pour les jeunes dans les politiques nationales; les politiques nationales de la jeunesse qui prévoient l'intégration des jeunes dans toutes les sphères de la vie; ainsi que la création d'institutions telles que les conseils nationaux de la jeunesse et les ministères et agences de la jeunesse.

Malgré les initiatives et les efforts existants, plusieurs obstacles structurels continuent d'entraver la participation et la représentation significatives des jeunes dans la gouvernance en Afrique, entraînant des frustrations et des sentiments de privation de droits qui continuent de menacer la cohésion sociale, la paix et la sécurité du continent. Ceux-ci incluent:

- a) les pratiques culturelles et les normes discriminatoires qui affectent les jeunes et, de manière encore plus disproportionnée, la participation significative des jeunes femmes et leur représentation dans les espaces de gouvernance socio-économique et politique;
- b) la marginalisation et l'exclusion systématique des jeunes de la gouvernance socio-économique et politique et des processus décisionnels à travers des lois et des législations restrictives et prohibitives;
- c) les inégalités socio-économiques occasionnées par des taux élevés de pauvreté, une urbanisation non durable et une répartition inéquitable des opportunités et des ressources dans les zones rurales;
- d) accès limité à une éducation de qualité et à des emplois décents, ce qui se traduit par un taux de chômage élevé des jeunes estimé à plus de 12% par l'Organisation internationale du travail;
- e) énorme écart entre l'établissement de normes et la mise en œuvre de lois et d'instruments normatifs internationaux, continentaux, régionaux et nationaux par les États membres de l'UA.

Néanmoins, plusieurs jeunes saisissent le taureau par les cornes et conduisent le changement dans les limites de leurs réalités. Plusieurs d'entre eux entraînent des changements importants dans les secteurs sociaux et économiques ainsi que dans les sphères politiques. Cependant, l'impact de leur contribution est limité par rapport à la transformation généralisée requise. Par conséquent, des efforts doivent être mis en place pour les soutenir et augmenter le nombre de jeunes qui veulent du changement et les nourrir d'information pour la transformation de l'Afrique. Au centre de tout cela, nous mettons en place les impératifs stratégiques préalables pour faciliter ce processus.

Reconnaissant la nécessité de relever les défis auxquels sont confrontés les jeunes Africains et de renouveler l'engagement des États membres de l'UA à les redresser, les

Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UA ont consacré le thème l'année 2017 à "Exploiter le dividende démographique par des investissements dans la jeunesse". Pour soutenir cette décision, la Commission de l'Union africaine (CUA) a élaboré un plan pour la mise en œuvre de ce thème. Le plan définit les domaines nécessaires aux investissements stratégiques pour le développement de la jeunesse en Afrique à travers quatre piliers principaux: l'emploi et l'entrepreneuriat; Éducation et développement des compétences; Santé et bien-être; et droits, gouvernance et autonomisation des jeunes. Ces piliers indiquent les actions clés et les domaines d'investissement qui ont été définis conformément aux instruments et cadres politiques pertinents et stratégiques de l'UA pour positionner les États membres afin qu'ils exploitent le dividende démographique et assurent la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et du Programme de développement durable.

C. À propos du dialogue de haut niveau de 2017

Dans le contexte africain, la gouvernance désigne la contestation, le contrôle et la distribution du pouvoir, de l'autorité et des ressources aux niveaux national, régional et continental. Plus précisément, au niveau national, la gouvernance consiste à assurer la médiation des relations de pouvoir entre l'État et la société, et ce, dans quatre dimensions principales: politique, économique, sociale et corporative. La gouvernance politique se rapporte au pouvoir politique par le biais, notamment d'élections multipartites régulières; tandis que la gouvernance économique concerne la gestion des économies nationales, y compris les relations entre l'État et le secteur privé. D'autre part, la gouvernance d'entreprise concerne la façon dont les entreprises privées (y compris les grandes sociétés) mènent leurs activités et la mesure dans laquelle elles respectent les codes de déontologie de la responsabilité sociale des entreprises, le paiement des taxes et la juste tarification de leurs produits. La gouvernance sociale est liée aux relations sociales entre l'État et les citoyens par le biais de politiques visant à améliorer les moyens de subsistance des citoyens ordinaires. En tant que telle, la gouvernance est un élément essentiel pour les processus de démocratisation et de développement en Afrique, la participation et la représentation des jeunes étant considérées comme des catalyseurs clés pour la réalisation de l'Afrique que nous voulons. La taille, l'énergie, l'enthousiasme, l'innovation et le dynamisme de la cohorte actuelle de jeunes en Afrique sont des atouts essentiels qui peuvent être exploités pour le continent avec des politiques appropriées qui traitent adéquatement les défis auxquels ils sont confrontés¹¹.

Dans le but de donner effet aux 4 piliers: droits, gouvernance et autonomisation des jeunes de la feuille de route de l'UA sur l'exploitation du dividende démographique à travers les investissements dans la jeunesse, la plateforme africaine de gouvernance¹² coordonné par

¹¹ Gyimah-Brempong, K. & Klmenyi M. S. (2016) Youth Policy and the Future of African Development https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/06/04_youth_policy_african_development_kimanyi.pdf

¹² The African Governance Platform is the institutional mechanism for the African Governance Architecture (AGA) – a platform for dialogue between various stakeholders who are mandated to promote and strengthen democratic governance in Africa, in addition to translating the objectives of the legal and policy pronouncements in the AU Shared Values. The African Governance

le Secrétariat de l'AGA basé au Département des affaires politiques de la CUA, le thème du sixième dialogue de haut niveau a été consacré à «**Renforcer la participation et la représentation des jeunes dans la gouvernance en Afrique**».

Le Dialogue vise à offrir aux décideurs et aux praticiens un espace franc, ouvert et inclusif pour interroger les impératifs politiques et pratiques en vue de renforcer la participation et la représentation des jeunes dans la gouvernance, en particulier dans des processus politiques, économiques, sociaux et de paix en Afrique. En outre, le Dialogue se concentrera spécifiquement sur les réponses de gouvernance appropriées qui pourraient guider les interventions étatiques et non étatiques aux niveaux national, régional et continental..

D. Focus thématique du dialogue de haut niveau

Le dialogue sera consacré sur les cinq (5) domaines thématiques suivants:

- (i) **Jeunesse et gouvernance** – en mettant l'accent sur l'évaluation et la formulation des recommandations politiques et pratiques sur l'approfondissement de la participation et de la représentation des jeunes dans les processus de gouvernance politique en Afrique;
- (ii) **Jeunesse dans la société** – en mettant l'accent sur les impératifs de gouvernance pour assurer une qualité de vie décente aux jeunes en Afrique, y compris l'accès sur l'éducation, les établissements de santé, au logement et à l'amélioration générale de leurs moyens de subsistance. Les discussions porteront également sur les questions de l'urbanisation et du développement au-delà des centres urbains, en plaidant pour les questions de décentralisation et de réponse de la gouvernance locale aux besoins locaux;
- (iii) **Participation des jeunes à l'économie** – en mettant l'accent sur les impératifs politiques pour accélérer la transformation économique sur le continent qui facilitera la création de richesses et l'entrepreneuriat. Une attention particulière sera accordée sur les opportunités émergentes dans les connaissances, du numérique, et des économies verte et bleue dans le continent;
- (iv) **Jeunesse, paix et sécurité** – l'accent sera mis sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent et sur la mobilisation des jeunes pour la consolidation de la paix, la cohésion sociale et la gestion constructive de la diversité. Les discussions porteront sur la construction d'une culture de la paix et de la démocratie en Afrique et sur la manière dont les jeunes peuvent contribuer à la construction d'infrastructures nationales pour la paix dans les États membres de l'UA;
- (v) **Position des jeunes femmes** – une attention particulière accordée aux jeunes femmes facilitera les délibérations sur les particularités des jeunes femmes en matière de

Platform is composed of all AU Organs and Regional Economic Communities with the mandate to promote and strengthen governance, democracy and human rights on the continent.

Le Programme africain de Gouvernance est le mécanisme institutionnel de l'Architecture Africaine de Gouvernance (AAG) – un programme de dialogue entre les différentes parties prenantes qui sont chargées de promouvoir et renforcer la gouvernance démocratique en Afrique, en plus de traduire les objectifs des positions légales et politiques dans les valeurs partagées à l'UA. Le Programme de gouvernance africain est composé de tous les organes de l'UA et des Communautés économiques régionales ayant le mandat de promouvoir et de renforcer la gouvernance, la démocratie et les droits de l'homme sur le continent.

participation et de représentation dans les sphères de gouvernance en Afrique. Cet aspect est essentiel parce que les jeunes femmes souffrent d'un double péril: elles sont marginalisées en raison de leur sexe; ils sont exclus en fonction de leur âge.

En abordant ces cinq questions principales, la question spécifique de la jeunesse organisée et mobilisée en tant que mouvement de cohésion plaçant pour une politique et une pratique réactives en Afrique sera au centre des discussions. Pour effectuer cela, une table ronde de haut niveau est envisagée comme une session globale pour mettre en évidence l'état du mouvement des jeunes aujourd'hui en Afrique et comment il peut être amélioré pour soutenir la transformation de l'Afrique.

D. But et objectifs

L'objectif général du sixième Dialogue de haut niveau est d'explorer les obstacles qui entravent la participation et la représentation significatives des jeunes dans les processus de gouvernance et de proposer des recommandations politiques ainsi que des mesures pratiques pour remédier aux problèmes. Plus précisément, le Dialogue fournira une plateforme pour partager des connaissances et des analyses fondées sur des données probantes, ainsi que des leçons et des expériences comparables sur le renforcement de la participation significative des jeunes aux processus de gouvernance.

Les objectifs spécifiques sont:

- a) Faciliter une compréhension et une appréciation intergénérationnelles des obstacles à la participation et à la représentation des jeunes dans les processus de gouvernance politique
- b) Identifier des approches pratiques et stratégiques visant à améliorer les capacités des jeunes en tant qu'agents de changement social;
- c) Examiner des impératifs politiques pour accélérer la transformation économique du continent en exploitant le dividende démographique;
- d) Motiver pour une participation accrue des jeunes aux processus de paix et de sécurité formels et informels sur le continent;
- e) Renforcer la centralité de la participation inclusive des jeunes femmes dans les sphères sociales, politiques et économiques pour exploiter les dividendes démographiques de l'Afrique;
- f) Proposer des politiques et des propositions pratiques sur l'amélioration de la participation des jeunes dans les espaces économiques de l'Afrique, y compris des orientations sur la gouvernance, impératives pour améliorer le travail et l'emploi en Afrique

E. Résultat attendu

Le Dialogue de haut niveau de 2017 devrait contribuer de manière significative à la réalisation de l'Aspiration 6 de l'Agenda 2063 qui envisage « une Afrique dont le développement est axé sur les personnes, en s'appuyant sur le potentiel des Africains, en particulier des femmes et des jeunes, et des enfants dont on s'occupe bien »

Le Dialogue aidera également à identifier les rôles spécifiques des États membres de l'UA, des communautés économiques régionales et des acteurs non étatiques en vue d'améliorer la participation et la représentation des jeunes dans les sphères de gouvernance.

F. Résultats attendus

- Un (1) document de travail sur le renforcement de la participation et de la représentation des jeunes dans les processus de gouvernance en Afrique;
- Quatre (4) notes d'orientation sur chacun des axes thématiques du HLD;
- Un (1) compte rendu des délibérations qui sera largement diffusé de façon créative dans les médias traditionnels et modernes;
- Un (1) court documentaire sur les délibérations du HDL et les consultations régionales des jeunes;
- Refonte du site Web de l'AGA;
- Communiqués de presse (Divers);
- Entrevues avec les médias (Divers)
- Un (1) numéro spécial du bulletin sur la gouvernance en Afrique sur le HLD

G. La Méthodologie

La méthodologie à suivre pour la préparation et l'exécution du projet inclura:

- (i) Le recueil de données, la collation et l'analyse (Recherche)
- (ii) L'évaluation par les pairs des articles produits
- (iii) La validation des papiers
- (iv) Les consultations et les dialogues (un forum principal et des événements avant le forum, y compris trois consultations régionales des jeunes et un dialogue sur le genre)
- (v) Les publications
- (vi) La diffusion des publications
- (vii) L'influence politique et le plaidoyer

Plus précisément, les discussions de dialogue seront menées à travers plusieurs stratégies interactives, y compris des discussions animées, des conversations de soirée Baobab avec des personnalités de haut niveau, des interactions sur le marché et des forums pléniers. Les tables rondes seront conçues pour assurer un échange intergénérationnel et pour assurer une combinaison de la perspective des politiques et des praticiens dans les conversations.

En outre, le dialogue de haut niveau comprendra des articles d'opinion dans les médias, les interviews, un documentaire vidéo et d'autres moyens innovants pour stimuler le débat avant et pendant le dialogue, pour engager le public virtuel dans les délibérations et diffuser les résultats du dialogue.

H.Documentation

Dans l'intérêt de protéger l'environnement, le sixième dialogue de haut niveau sera, dans la mesure du possible, sans papier. La majeure partie de la documentation du forum de dialogue en copie papier. Tous les documents du dialogue de haut niveau et les mises à jour des nouvelles seront disponibles sur le site Web www.dgtrends.org, Twitter @AUC_DPA, Hashtag #DGTrends.

I.Participation

Les principales parties prenantes à inviter au Dialogue de haut niveau sont les suivantes:

- Chefs d'État et de gouvernement des États membres de l'UA
- Anciens chefs d'État et de gouvernement
- Organes et institutions de l'UA Communautés économiques régionales
- Réseaux et organisations de jeunes
- Les organisations de femmes
- Organisations de la société civile (OSC)
- Institutions nationales et étatiques
- Partis politiques
- Partenaires et agences de développement
- Secteur privé (groupes de commerce multinationaux / locaux / informels)
- Organisations de philanthropie et particuliers
- Mouvements syndicaux
- Organisations religieuses
- Autorités traditionnelles africaines
- Agences des Nations Unies et d'autres institutions financières internationales et continentales (par exemple BAD, FMI, la Banque mondiale)
- Médias
- Institutions académiques et de recherche ainsi que des groupes de réflexion

J.Partenariat

Le sixième dialogue annuel de haut niveau sur la démocratie, les droits de l'homme et la gouvernance est une initiative phare de la Plateforme de Gouvernance africaine pour encourager le dialogue. Il sera convoqué conjointement par le Département des affaires politiques de la CUA en tant que le Secrétariat de l'AGA et le Gouvernement de la

République de Namibie. D'autres organisations partenaires apporteront un soutien technique et financier au dialogue.

K. Les Langues de travail

La réunion se déroulera en arabe, anglais, français et portugais.

Q. Coordonnées

Dr. Khabele Matlosa

Directeur des affaires politiques,
Commission de l'Union africaine
Addis-Abeba, Ethiopie
Email: matlosaK@africa-union.org
Tel: + 251-11-551-7700 (poste 2610)
+ 251-11-518-2610 (DL)
+ 251-911-23-05083 (M)

Amb. Salah Hammad

Ag. Chef du Secrétariat de l'AGA
Commission de l'Union africaine
Addis-Abeba, Ethiopie
Email: HammadS@africa-union.org
Tél: + 251-11-518-2625 (DL)
+ 251-91-305-7711 (M)